



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2024/ICPE/266 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société MCC NANTES FRANCE à Sautron**

**LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.515-72 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral délivré le 5 février 2008 autorisant la SAS SIM'EDIT IMPRIMEUR à procéder à l'extension de ses activités d'impression par héliogravure situées sur territoire de la commune de Sautron, au lieu-dit « Tournebride » ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 14 novembre 2019 faisant connaître que la société MCC NANTES FRANCE a succédé à la SAS SIM'EDIT IMPRIMEUR pour l'exploitation des installations susvisées ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

**Vu** le dossier de réexamen à la décision d'exécution susvisée, transmis par la société MCC NANTES FRANCE le 27 décembre 2021 ;

**Vu** le courrier du préfet adressé à la société MCC NANTES FRANCE le 10 août 2022 demandant des compléments au dossier de réexamen susvisé ;

**Vu** l'article R.515-72 du code de l'environnement qui prescrit :

« Le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles. » ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 5 juillet 2024;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 5 juillet 2024 en l'invitant à formuler ses remarques dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 16 juillet 2024 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 27 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les compléments au dossier de réexamen demandés par courrier du 10 août 2022 susvisé n'ont toujours pas été transmis par la société MCC FRANCE ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R.515-72 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MCC NANTES FRANCE de respecter les dispositions de l'article précité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société MCC NANTES FRANCE, exploitant des installations d'impression par héliogravure sise « Tournebride » sur la commune de Sautron, est mise en demeure de respecter, **sous un délai de 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R.515-72 du code de l'environnement en transmettant à l'inspection des installations classées les compléments au dossier de réexamen demandés par courrier du 10 août 2022 susvisé.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.  
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Le présent arrêté est notifié à la société MCC NANTES FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Sautron.

**Article 5** – Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Sautron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Nantes, le 2 août 2024**  
**LE PRÉFET,**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Pascal OTHÉGUY